



## Chacun pour soi : les Européens se divisent sur la crise financière

**Banques** Paris et Berlin s'opposent sur un fonds de soutien ; le plan de Dublin sème la zizanie

**A** l'heure où les Etats-Unis espèrent sortir de la crise avec l'adoption par le Sénat du plan Paulson, destiné à sauver leur système financier, les Européens se sont déchirés mercredi 1<sup>er</sup> octobre et sur la gravité de la crise et sur la manière de la résoudre. Le conflit révèle deux conceptions du sauvetage européen : d'un côté, l'approche fédérale, prônée par les Français, le Benelux, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques privées allemandes ; de l'autre, le « Aide-toi, le ciel t'aidera », version optimiste du « Sauve qui peut ! » défendu par Berlin et appliqué avec célérité par l'Irlande.

La crise est déclenchée par le cavalier seul de Dublin, qui décide unilatéralement, mercredi midi, de garantir pendant deux ans l'intégralité des dépôts de six grandes banques irlandaises. Une bagatelle de 400 milliards d'euros, deux fois son produit intérieur brut ! Le premier ministre britannique, Gordon Brown, l'apprend par la radio. Il est en porte-à-faux, lui qui vient d'annoncer que la garantie des dépôts britanniques était généreusement portée de 35 000 à 50 000 livres. Les banques anglaises, qui se voient exclues du plan même lorsqu'elles sont établies en Irlande, crient à la distorsion de concurrence. La réalité est encore plus grave : l'Irlande adopte une attitude non coopérative, qui risque d'attirer tous les capitaux d'Europe et de déstabiliser ses voisins de l'Union européenne (UE).

La présidence française de l'UE réfléchit alors à une initiative européenne et

multiplie les propositions. Mais les Allemands la font exploser en direct, provoquant une grave crise entre les deux capitales. A 18 h 27 mercredi, l'agence Reuters, informée par une ambassade à Bruxelles, annonçait qu'un plan français prévoyait de créer un fonds fédéral européen de 300 milliards d'euros pour renflouer les banques. Rien à voir avec les propos tenus le matin par le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, qui indiquait que l'Europe n'avait pas besoin de « plan Juncker » parce que la situation des banques européennes était assez saine... Berlin met sept minutes à réagir. C'est « Nein ! », fait savoir le ministre des finances, Peer Steinbrück. Une réaction si prompt que Paris accuse Berlin d'être à l'origine de la fuite.

ARNAUD LEPARMENTIER  
(AVEC NOS CORRESPONDANTS EUROPÉENS)  
*Lire la suite page 6*

■ **Grande-Bretagne.** Les héritiers de Margaret Thatcher. **Page 3**

■ **Europe.** Les détracteurs de l'euro avaient-ils raison ? **Page 6**

■ **Cas.** L'Irlande agit et sème la panique. Berlusconi au secours des banques de la Péninsule. **Page 7**

■ **France.** Immobilier, parachutes dorés : des mesures et des projets. **Page 8**

■ **Etats-Unis.** Le Sénat remet le plan Paulson sur les rails. **Page 9**

■ **Débats.** Laurent Fabius : une triple crise. **Page 20**

## Mode La célébration de Sonia Rykiel



THIBAUT CAMUS/AP

**Pour célébrer les quarante ans de la maison Sonia Rykiel**, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, trente créateurs – dont Martin Margiela (photo) – avaient accepté de créer des modèles « à la manière de » cette créatrice qui, d'abord surnommée « la reine du tricot », est parvenue à imposer un style qui a toujours ses inconditionnels. Avec les matières souples et les couleurs tranchées de ses tenues, alliant originalité et confort, elle a séduit des femmes qui commençaient à trouver une nouvelle place dans la société et qui ont contribué au succès du prêt-à-porter de luxe. Dans la même journée, Dries van Noten, Christian Lacroix, Givenchy, Hussein Chalayan, notamment, ont présenté des collections tantôt inspirées de la peinture ou de thèmes plus futuristes. *Lire page 26*

## Les pérégrinations fantastiques et fastueuses de Salman Rushdie

Le Monde des livres



**D**e l'Empire moghol au XV<sup>e</sup> siècle à la cité des Médicis, *L'Enchanteresse de Florence*, le dernier roman de Salman Rushdie, entrelace en un récit trois fables splendides. Un retour, pour l'écrivain britannique d'origine indienne, à ce qui, « dès l'enfance », a éveillé « sa passion d'écrivain » : « les histoires orientales d'enchantement débordantes d'aventures inouïes ».

Epopée comique, chronique amoureuse, le livre est également riche d'un fort enjeu historique qui tient à cœur à l'auteur controversé des *Versets sataniques*, longtemps menacé de mort par les islamistes. ■

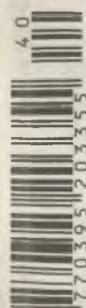
*Lire aussi dans le supplément des articles consacrés à J.M.G. Le Clézio, Catherine Lépront, Norman Mailer...*

## Frégates de Taïwan : la justice française rend un non-lieu

**E**n raison du secret-défense imposé par les gouvernements de gauche comme de droite, la justice a rendu mercredi 1<sup>er</sup> octobre, après sept ans d'instruction, un non-lieu général dans l'affaire dite des frégates de Taïwan.

L'ancien ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, avait pourtant reconnu que la vente de ces six frégates par Thomson à Taïwan en 1991 avait donné lieu à 500 millions de dollars de commissions. Outre des soupçons de corruption et de financement de partis politiques, cette affaire a été émaillée de plusieurs morts suspects, en France et à Taïwan. Cette décision ne met pas fin au contentieux entre les deux pays, qui doit être réglé par un tribunal arbitral. ■

*Lire page 13*



**Finance** Les montants évoqués pour sauver les banques du Vieux Continent dépassent les 300 milliards d'euros

# Paris et Berlin se déchirent sur un plan Paulson à l'européenne

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les accusations fusent entre Paris et Berlin : « Tout le monde cogite, mais M. Steinbrück n'aime pas les propositions et les tue par avance. Il ne veut pas la moindre dépense, d'autant que le pays est en campagne électorale », accuse l'entourage de M. Sarkozy. Les Français nient avoir fait des propositions chiffrées. En réalité, c'est le premier ministre néerlandais Jan-Peter Balkenende qui a proposé lors de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy que chaque Etat verse 3 % de son produit intérieur brut (PIB) européen au fameux fonds, qui resterait géré par les Etats mais dont les conditions d'octroi seraient régies par des règles européennes. Une taquinerie aux critères de Maastricht, et qui permet, par un calcul rapide, d'aboutir à la somme astronomique de 350 milliards d'euros.

Le refus politique allemand, contesté par une partie de la presse outre-Rhin, est sans appel et menace la réunion prévue si possible samedi à Paris, où Nicolas Sarkozy a convié ses partenaires européens du G8 (Royaume-Uni, Allemagne, Italie) ainsi que la Commission, la BCE et M. Juncker. « Cette proposition de fonds n'a pas été faite en accord avec l'Allemagne », indique l'entourage de la chancelière Angela Mer-

kel. *Nous ne la considérons pas comme praticable. Il faut rétablir la sécurité et la confiance sur les marchés financiers, mais cela ne doit pas passer par un fonds européen centralisé, car l'Union européenne est fondée sur la subsidiarité.* » Pour M<sup>me</sup> Merkel, une telle initiative conduirait les Européens à se déchirer immédiatement, pour savoir quelles pertes indemniser et combien verser à tel pays.

Un fonds fédéral est aux antipodes de la vieille conception allemande, qui plaide, depuis Maastricht et sous la pression des Länder, pour une déconcentration des pouvoirs. De même qu'ils ont toujours refusé le concept français de gouvernement économique, les chanceliers Helmut Kohl et Gerhard Schröder se sont battus contre l'émergence d'un budget fédéral, ne serait-ce que pour réduire leur facture à l'Europe. « Une Union de transferts financiers est aussi peu probable qu'une famine en Bavière », assurait en 1998 le ministre-président conservateur de Bavière, Edmund Stoiber. Cette vision se trouve accentuée par la campagne électorale allemande, alors que la vertu budgétaire et la subsidiarité sont portées par la gauche et la droite.

Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker et la Commission



Jean-Claude Trichet, le 1<sup>er</sup> octobre. Depuis une semaine, le président de la Banque centrale européenne appelle les Etats au secours : les actifs que les banques confient en garantie sont de moins bonne qualité. VIRGINIA MAYO/AP

européenne connaissent assez les réticences allemandes pour ne pas avoir imaginé un tel plan, préférant parler de coordination.

Mais le camp intégrationniste (France, Belgique, Pays-Bas) estime qu'il y a urgence. Et ils ont deux soutiens de taille : celui du parrain de la finance allemande, Josef Ackermann, président de la première banque du pays, la Deutsche Bank, et surtout celui de Jean-Claude Trichet, président de la BCE.

Depuis une semaine, M. Trichet appelle les Etats au secours. La BCE a inondé pendant des mois le marché de liquidités pour sauver les banques de la syncope. En échange, les banques doivent lui confier des actifs en garantie. Au fil du temps, ces actifs sont de qualité de moins en moins bonne et le bilan de la BCE s'en est trouvé

fragilisé, comme celui de la Réserve fédérale américaine. Les gouvernements doivent intervenir. « Nous avons besoin d'une solution viable », a dit M. Trichet aux dirigeants belges et néerlandais qui étaient au chevet de Fortis ce week-end.

## « Mieux disant européen »

Il faudrait généraliser la méthode de sauvetage appliquée à Dexia et Fortis par le Benelux et la France. C'est la thèse exposée par la ministre des finances française Christine Lagarde dans un entretien recueilli mercredi par le *Handelsblatt*. « Que se passerait-il si un petit Etat de l'UE était confronté à une faillite bancaire ? Peut-être cet Etat n'aurait-il pas les moyens de sauver l'institut en question. Se pose alors la question d'une solution à l'échelle européenne », y déclare la minis-

tre française, lançant l'idée d'un « fonds de garantie », alimenté par les Etats membres ou le budget de l'Union européenne, qui prendrait des participations directes ou dans des structures de cantonnement d'actifs. Le ministre belge des finances Didier Reynders voit dans les interventions groupées un autre avantage : elles sont suffisamment rassurantes pour pouvoir mettre à contribution des actionnaires privés dans les opérations de renflouement.

Dans ce contexte, les Français ne déco- lèrent pas contre Berlin et attaquent leur manière de sauver leurs banques. « Moins ils interviennent, plus ils sont contents », accuse un ministre français. Cette solution, orthodoxe budgétairement, ne résout guère le problème immédiat, qui est celui d'un manque de liquidité. Elle n'impressionne pas les marchés financiers et ne permet pas de stopper de façon décisive la propagation de la crise. Français et les Beneluxiens ont adopté des solutions plus radicales en nationalisant leurs banques. Le remède à l'avantage de régler les problèmes de liquidités et d'être jugée crédible par les marchés, qui réduisent leurs attaques. Mais la solution est coûteuse budgétairement et se fait au détriment de la loi européenne qui interdit les règles d'Etat.

« Nicolas Sarkozy a raison de proposer une réponse coordonnée. S'il essuie un refus, il pourra dire : chacun fait ce qu'il veut et qu'on ne vienne pas nous ennuyer. On ne pourra pas lui faire porter le chapeau, car il aura été le mieux disant européen », poursuit ce ministre français. Les Français assurent qu'ils n'ont pas d'« agenda national caché », leurs banques étant, selon eux, les plus solides d'Europe. ■

ARNAUD LEPARMENTIER  
(AVEC NOS CORRESPONDANTS EUROPÉENS)

## Un risque systémique pour l'Europe tout entière

LES SOMBRES prédictions de plusieurs économistes illustres qui s'opposaient à la création de la monnaie unique sont-elles en train de se vérifier ?

Milton Friedman, Maurice Allais et quelques autres estimaient que le lancement de l'euro était voué à l'échec parce que l'Europe ne s'était pas dotée d'une structure politique adéquate, en un mot qu'on avait mis la charrue monétaire avant les bœufs institutionnels.

Depuis 1999, les faits leur donnaient tort, l'euro était devenu une grande monnaie internationale, rivalisant avec le dollar, gérée efficacement depuis Francfort, par une Banque centrale européenne (BCE) sûre d'elle-même et dominatrice. Mais la crise des subprimes semble aujourd'hui donner du crédit à leurs thèses.

Les Européens sont incapables de s'entendre pour sauver leur système bancaire en péril. Alors que nombre de banques européennes se retrouvent au bord du gouffre, prises au piège de leurs investissements hasardeux dans les crédits

## Eclairage

Pierre-Antoine Delhommais

immobiliers américains, Allemands et Français s'affrontent avec une incroyable dureté sur un plan de sauvetage.

Berlin rejette catégoriquement l'idée lancée par Paris et Amsterdam, avec le soutien de l'OCDE, d'un plan Paulson à

l'européenne qui consisterait à faire reprendre par les Etats les actifs toxiques détenus par les banques.

Il justifie son hostilité par le principe de subsidiarité, selon lequel les problèmes doivent être réglés au niveau national : le contribuable allemand peut être sollicité pour renflouer les banques allemandes mais n'a pas à payer pour les bêtises commises par des françaises ou des italiennes.

Les Français jugent, au contraire, que le problème doit être réglé de façon globale et transnationale, puisque c'est le bilan même de la BCE, organisme supranational, qui est aujourd'hui fragilisé.

L'urgence qu'il y a à sauver le système bancaire européen rend la bataille franco-allemande tragique. La divulgation

du montant astronomique (300 milliards d'euros) envisagé démontre à quel point les banques européennes – dont tous nos dirigeants nous avaient prétendu qu'elles étaient épargnées par la crise – sont malades.

C'est la pire des situations : on connaît désormais l'ampleur du mal, mais les Diafoires Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ne sont pas d'accord sur la thérapeutique. Au même moment, les Américains sont sur le point d'adopter, enfin, le plan Paulson, la Réserve fédérale et le Trésor américain sont unis pour tenter d'éteindre l'incendie. Le risque systémique ne concerne plus seulement le système bancaire du Vieux Continent. C'est la construction européenne tout entière qui est menacée. ■

# L'Irlande sème la panique en jouant « perso » dans la crise

La décision de Dublin de garantir pendant deux ans l'intégralité des dépôts dans les six grandes banques du pays a provoqué la colère dans les autres capitales européennes

Dans la crise financière qui gagne l'Europe, l'Irlande joue en solo. L'Assemblée a approuvé, jeudi 2 octobre, le plan du premier ministre irlandais, Brian Cowen : l'Etat garantira pendant deux ans, sans mention de plafond, l'intégralité des dépôts dans les six grandes banques dont le siège est en Irlande (Bank of Ireland, Allied Irish Bank, Anglo Irish Bank, Irish Life and Permanent, Irish Nationwide Building Society et Educational Building Society).

Ces dépôts sont évalués à 400 milliards d'euros, ce qui représente plus de deux fois le PIB irlandais annuel. Et qui, transposé à la France, reviendrait pour l'Etat à garantir à hauteur de 5 000 milliards d'euros les capitaux déposés dans les banques françaises. Tel est le « bazooka » sorti par M. Cowen, après la nationalisation partielle de Fortis (par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg) et de Dexia (par la Belgique, la France et le Luxembourg).

L'effet de cette belle promesse n'a pas tardé à se faire sentir. Elle a fait rebondir la Bourse de Dublin, après une baisse de 13 %. Elle a provoqué vers les banques irlandaises un afflux de capitaux d'entreprises britanniques attirées par la sécurité de ces garanties intégrales, selon une source de l'agence Reuters. L'Irlande ne s'en porte que mieux mais M. Cowen, somme toute, l'a jouée « perso » plutôt que communautaire. « Les Irlandais éteignent l'incendie chez eux en se branchant sur la pompe à eau des voisins », résume ironiquement l'euro-député français Alain Lamassouze.

« Distorsion de concurrence ! », a dénoncé l'association des banquiers britanniques (BBA), inquiète de voir ainsi les déposants s'enfuir chez leurs concurrents irlandais. Le premier ministre, Gordon Brown, a exprimé le même souci, suivi par la Commission européenne.

## Hypothèse folle

La réponse du gouvernement irlandais à la crise bancaire n'a pas d'équivalent dans d'autres pays. Elle exprime la fragilité spécifique de ce secteur en Irlande : des banques de petite taille dans un pays soumis à la fois à l'éclatement d'une forte bulle immobilière, comme en Espagne, et à une économie dépendante de l'extérieur, fondée principalement sur l'accueil des investissements étrangers et l'exportation

## Rappel à l'ordre de la Commission à Bruxelles

A Bruxelles, la Commission n'a pas apprécié l'attitude des autorités irlandaises. La commissaire à la concurrence, Neelie Kroes, a regretté de n'avoir pas été mise dans la confidence et fait savoir qu'elle étudierait la conformité de la décision irlandaise au droit communautaire. Les eurocrates critiquent un plan qui ne s'adresse qu'aux seules banques irlandaises. « Le protectionnisme n'est pas la solution », a mis en garde le président de la Commission, José Manuel Barroso. « Les gouvernements doivent consulter la Commission », a-t-il poursuivi. Le projet a fait l'objet d'une prise de bec, mercredi matin, entre le commissaire britannique Peter Mandelson et son collègue irlandais Charlie McCreevy lors de la réunion hebdomadaire du collège. Certains hauts fonctionnaires considèrent cependant qu'un système de garanties généralisées pourrait être imaginé afin de surmonter la crise financière qui frappe le continent.

(89 milliards d'euros en 2007). « Les banques irlandaises sont bien capitalisées et ne souffrent pas d'un déficit de solvabilité, analyse Alan Dukes, ancien ministre irlandais des finances. Elles ne sont pas trop exposées aux crédits toxiques, comme aux Etats-Unis ou ailleurs en Europe, mais sont davantage exposées à la chute brutale des prix immobiliers et à la nervosité générale des marchés. »

Le plan de M. Cowen s'appuie sur une hypothèse folle qui a de quoi énerver ses voisins européens : le gouvernement irlandais serait bien en peine de renflouer effectivement les banques citées à hauteur de 400 milliards d'euros. L'objectif de ces garanties fictives est d'apaiser les esprits, de restaurer la confiance dans les marchés, d'assurer les liquidités, d'enrayer la chute des actions et d'éviter un plan de sauvetage coûteux pour les contribuables.

Une crise de confiance se fait d'autant plus menaçante que l'Irlande est le premier pays de la zone euro frappé par la récession, après la période de surchauffe qui avait façonné le « tigre celtique ». La chute des prix immobiliers (- 14 % en un an) est proportionnelle à l'extraordinaire boom des années précédentes qu'avaient provoqué l'immigration soudaine et la baisse des taux d'intérêt. Le PIB a reculé de 1 % au premier semestre 2008. La croissance, de 5,3 % en 2007, est prévue en négatif en 2008 (- 0,4 %).

Nicolas Sarkozy recevait M. Cowen à déjeuner, mercredi 1<sup>er</sup> octobre. Il s'est gardé de s'inquiéter bruyamment, comme les Britanniques, de la « distorsion de concurrence » induite par le plan irlandais. Le président en exercice de l'Union européenne ne souhaite pas ajouter aux difficultés de M. Cowen : il doit le ménager pour obtenir, d'ici à la fin 2009, un deuxième vote des Irlandais, après leur non au référendum, et parvenir à la ratification du traité de Lisbonne. ■

MARION VAN RENTERGHEM

# M. Berlusconi au secours des banques italiennes attaquées en Bourse

ROME  
CORRESPONDANT

Silvio Berlusconi, qui affirme depuis plusieurs semaines que l'Italie est moins exposée à la crise financière que n'importe quel autre pays d'Europe, a dû intervenir fermement, mercredi 1<sup>er</sup> octobre, pour tenter de porter secours à deux établissements bancaires malmenés : Intesa San Paolo, la première banque italienne, et Unicredit, la seconde. « Je ne tolérerai pas les attaques spéculatives contre nos banques. Et je n'accepterai pas que les Italiens perdent ne serait-ce qu'un euro de leurs économies », a-t-il déclaré lors d'une visite à Naples.

Dans la matinée, les cotations des actions d'Unicredit et de Intesa Sanpaolo avaient été suspendues pour excès de baisse à la Bourse de Milan. La veille déjà, le cours d'Unicredit avait perdu 12,7 %, pour finir à 2,59 euros. En quelques jours, la capitalisation de la société – dont certaines activités sont convoitées par le groupe espagnol Santander – est passée, selon les analystes financiers, de 60 à 40 milliards d'euros.

Très présente en Allemagne, où elle contrôle entièrement HypoVereinsbank (HVB), et en Autriche, où elle détient 96 % de Banque d'Autriche, Unicredit est plus exposée aux répercussions de la crise internationale que d'autres banques de la Péninsule.

Tout en continuant d'afficher son optimisme, le ministère de l'économie a toutefois annoncé – sans fournir davantage de détails – l'imminence d'un plan de secours conduit par le ministre Giulio Tremonti et le gouverneur de la banque d'Italie, Mario Draghi, afin « d'adopter les mesures nécessaires pour garantir la stabilité du système bancaire et défendre les épargnants ».

De son côté, Unicredit – qui n'a aucun problème de liquidités, selon son patron Alessandro Profumo, qui a également rejeté toute hypothèse de démission – s'est engagé, sur la recommandation de la Com-

mission nationale pour les sociétés et la Bourse (Consob), à placer une partie de ses actifs immobiliers dans un nouveau fonds dédié afin d'améliorer sa solvabilité et d'atteindre ses objectifs.

D'autre part, la banque a annoncé le lancement d'une émission obligataire de 2,3 milliards d'euros, selon le quotidien *Il Sole 24 Ore*. La souscription de cette émission sera ouverte pendant un mois et sera structurée en deux tranches, une de 1,5 milliard d'euros à taux fixe et une à taux variable de 800 millions d'euros.

Les annonces du gouvernement et l'apparente volonté de transparence de la banque ont eu pour effet de relancer le cours de l'action Unicredit. Celui-ci terminait la séance avec une hausse de 11,09 %, à 2,88 euros, alors que Intesa Sanpaolo clôturait en léger recul de 0,52 %, à 3,825 euros.

Les économistes ne s'expliquent pas cet accès de défiance vis-à-vis des banques italiennes. Selon un rapport de la Fondation Roselli publié mercredi sur le modèle bancaire et la gestion des risques, « le système bancaire italien, décrit comme arriéré, est aujourd'hui en position de force ». Ce « capitalisme de territoire » bénéficie de son réseau très dense et d'informations fiables sur les clients et les entreprises à qui elles prêtent. De plus, les Italiens, poursuit le rapport, seraient peu friands de « produits financiers exotiques », leur préférant des placements plus sûrs comme les emprunts d'Etat. C'est à cet argument de « l'italianité » comme protection auquel s'accroche M. Berlusconi.

Le président du conseil s'est voulu rassurant et a expliqué que le système bancaire italien « était très éloigné des systèmes financiers des autres pays ». Pour le « shadow ministre » de l'économie du Parti démocrate (centre gauche), Pier Luigi Bersani : « Ces assurances verbales ne suffisent pas. » ■

PHILIPPE RIDET

# Polémique sur l'utilisation des fonds du Livret A au profit des PME

Le placement préféré des Français, qui sert à financer le logement social, sera prêté aux PME. La gauche et les syndicats dénoncent un détournement de fonds

L'idée de François Fillon de puiser dans les excédents du Livret A (destiné à l'origine à la construction de HLM) pour financer les PME a déclenché le feu des critiques. Les syndicats et la gauche redoutent que cette affectation des excédents du Livret A remette en cause la sécurité du produit d'épargne le plus populaire en France. L'excédent de collecte atteint 12 milliards d'euros depuis le début de l'année (sur un encours total de 214 milliards) mais, selon le directeur général de la Caisse des dépôts, entre 20 et 30 milliards d'euros sont placés en titres sécurisés. C'est sur cette somme que lorgne le gouvernement. Le syndicat FO est allé jusqu'à qualifier l'initiative gouvernementale de « détournement de fonds ».

Au Parti socialiste, Jean-Pierre Balligand, membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, rappelle que l'argent du Codevi, qui devait servir à financer les PME, a été partiellement détourné de son objectif, seuls 52 % des fonds collectés servant réellement à prêter de l'argent aux petites entreprises : « Le rêve des banquiers est de capter l'argent. Quand on sait ce qu'ils en font », indique-t-il au Parisien.

Le Parti communiste a, lui, mis en garde le gouvernement contre « le détournement de l'épargne des Français », qui « ne doit pas servir de bouche-trou à la spéculation financière ».

La mesure n'a suscité qu'un enthousiasme prudent dans la majorité. Après avoir déclaré qu'il ne fallait pas « perdre de vue



PANCHO

que tout cela doit être sécurisé », le patron des députés UMP, Jean-François Copé, s'est montré bon soldat : « C'est une très bonne idée, a-t-il finalement estimé. Le scénario catastrophe, c'est de ne plus accéder aux crédits. Ce serait mortel pour les entreprises. C'est comme lorsque l'on a le dos bloqué. Il faut débloquer vertèbre après vertèbre. »

Pour faire taire les critiques et limiter les risques que ferait prendre à l'épargne populaire cette réforme, le gouvernement envisage de faire transiter les prêts par Oséo, une banque publique, plutôt que de prêter directement aux banques. Cela limiterait les risques pris. ■

CHRISTOPHE JAKUBYSZYN  
ET ANNE MICHEL

## Vers un débat au Parlement le 8 octobre

Le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, a annoncé jeudi 2 octobre la tenue d'un débat au Parlement sur la crise financière, le 8 octobre. « Le premier ministre a accepté », a déclaré M. Karoutchi sur France 2, alors qu'on l'interrogeait sur les demandes répétées du PS en ce sens. Plus tôt dans la matinée, Henri Guaino, conseiller spécial de M. Sarkozy, avait estimé sur Canal+ que, face à la crise, « ce n'est pas le temps du débat » sur « chaque décision prise », soulignant que le « pouvoir exécutif est en charge de prendre ses responsabilités ».

## Le gouvernement annonce un train de mesures de soutien à l'immobilier

APRÈS LE SECTEUR bancaire, l'Etat pompier vient au secours du secteur immobilier. A l'issue d'une réunion à l'Elysée, mercredi soir, la présidence a annoncé les détails d'un plan de soutien à l'immobilier que Nicolas Sarkozy avait promis lors de son discours de Toulon, une semaine plus tôt. L'Etat s'engage à acheter 30 000 logements mis en chantier par les promoteurs immobiliers mais n'ayant pas trouvé acquéreurs. La fédération des promoteurs-construc-teurs a convaincu le gouvernement en invoquant les problèmes d'emploi : le stock d'invendus en 2008 (plus de 60 000 logements) risquait de donner un coup d'arrêt aux mises en chantier l'an prochain, menaçant 110 000 emplois.

Cette dépense pour l'Etat, évaluée par les professionnels entre 5,4 et 6 milliards d'euros (pour un prix moyen de mise en vente des logements par les promoteurs compris entre 180 000 et 200 000 euros), est présentée par le communiqué de l'Elysée comme une première étape. Le gouvernement n'indique ni comment il compte revendre ensuite ce stock de logements, ni qui en sera l'organisme gestionnaire.

Selon nos informations, le gouvernement, qui présente cette nouvelle dépense comme « un investissement », empruntera cette somme sur les marchés. La veille, il avait aussi décidé d'emprunter le milliard d'euros nécessaire au renflouement de la banque franco-belgo-luxembourgeoise Dexia, après avoir envisagé de puiser dans les recettes de la privatisation d'EDF.

L'Elysée a détaillé l'une des mesures de soutien au secteur immobilier que François Fillon avait dévoilée le matin dans *Les Echos*. Le plafond de ressources qui ouvre droit aux prêts d'accession sociale à la propriété va être très fortement relevé, permettant à 60 % des ménages français d'en bénéficier (contre 20 % aujourd'hui). Cette mesure doit encourager les banques

françaises à être moins frileuses sur les emprunts qu'elles accordent aux ménages, puisqu'ils bénéficieront de la garantie de l'Etat.

Enfin, le gouvernement a confirmé que le « Pass-Foncier », réservé actuellement aux maisons individuelles, serait étendu à l'achat d'appartements. Ce dispositif permet aux nouveaux propriétaires d'acquiescer d'abord les murs puis le foncier, en remboursant chaque mois l'équivalent d'un loyer dans un logement HLM. Cette nouvelle mesure devrait être financée grâce aux moyens dégagés par la réforme du 1 % logement et à l'augmentation des crédits alloués au logement dans le projet de loi de finances 2009 (+ 200 millions d'euros par rapport à 2008, soit + 3,6 %).

Avec cette nouvelle salve de soutien à l'économie, M. Sarkozy infléchit clairement la politique budgétaire. « Il y a une volonté de faire un plan de relance sans le dire... » commente un conseiller gouvernemental. Jeudi matin, sur Canal+, Henri Guaino, conseiller spécial de M. Sarkozy, a été explicite. Les déficits « ne sont temporairement pas la priorité des priorités. La priorité, c'est de sauver le système bancaire mondial et les économies des citoyens. Il n'y a pas d'autres choix ». ■

CHRISTOPHE JAKUBYSZYN

## Un projet de loi sur les parachutes dorés

Sans attendre les recommandations du Medef, le gouvernement va légiférer pour limiter les indemnités de départ record accordées à certains dirigeants d'entreprise. Parallèlement, le gouvernement a demandé à la Caisse des dépôts, actionnaire de Dexia, de s'opposer au versement des indemnités de départ d'Axel Miller, le patron de la banque franco-belge, tout juste sauvée de la faillite.

## Jean-François Copé : « Il n'y aura

# Dexia : la trop grande générosité française ?

L'Etat s'est-il précipité pour sauver Dexia ? A-t-il payé trop cher pour secourir une banque dont la France ne détenait que 12 % et qui était contrôlée et gouvernée par la Belgique ? Aurait-il pu procéder différemment ? L'accord négocié dans la nuit de lundi 29 à mardi 30 septembre n'est-il pas excessivement favorable au camp belge ?

Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, les autorités politiques et financières françaises ne pouvaient s'empêcher de s'interroger sur les contours du sauvetage à 6,4 milliards d'euros, dont 3 milliards d'euros à la charge de la France (2 milliards pour la Caisse des dépôts et consignations, 1 pour l'Etat, qui sera, finalement, levé sur les marchés), de la banque franco-belge Dexia.

Tout, en effet, est allé très vite, pour éviter une faillite qui aurait certainement déclenché une panique bancaire en Belgique, mis en péril le financement des collectivités locales françaises et, finalement, ébranlé tout le système bancaire européen.

Si personne n'a grand-chose à dire sur la méthode – un exemple réussi de coopération politique transfrontalière –, les ter-

mes de l'accord négocié dans l'urgence sont, en revanche, plus discutés.

« L'opération a été conduite en des temps records, avec une grosse pression des autorités belges qui souhaitaient que la France, berceau du Crédit local de France [la banque qui a donné naissance à Dexia, après sa fusion avec le Crédit communal de Belgique, en 1996], assume un maximum de responsabilités même si elle n'était plus qu'un actionnaire minoritaire », témoigne un participant aux négociations. « Et puis, ajoute-t-il, on n'avait pas le choix, il fallait intervenir. L'Elysée et le ministère des finances voulaient agir pour enrayer la crise, dans un climat de tensions extrêmes. C'était une affaire de 24 heures ! »

De fait, quand la France est avertie des problèmes de liquidités de Dexia, dans la soirée de vendredi 26 septembre, l'Europe est en train d'être gagnée par la crise financière venue des Etats-Unis. La banque belgo-néerlandaise Fortis est au bord de l'asphyxie et le plan américain de sortie de crise, censé soulager le système financier mondial, commence à susciter de vifs débats outre-Atlantique.

Après deux réunions à distance, organi-

sées en urgence dans le week-end, un conseil d'administration de crise est convoqué lundi 29 septembre au soir, en Belgique. A leur arrivée à Bruxelles, Augustin de Romanet, le directeur général de la CDC, et Emmanuel Moulin, le représentant du ministère des finances, ont la surprise d'y trouver le premier ministre belge, aux côtés des ministres des finances belge et luxembourgeois. La discussion s'annonce délicate.

Après de longues heures de discussions, un accord est trouvé. Le curseur de la recapitalisation est arrêté sur 6,4 milliards d'euros. La somme est élevée mais elle confère à Dexia – dont le total de bilan atteint 623 milliards d'euros –, un coussin de sécurité d'un milliard nécessaire pour faire face à ses risques futurs, et un ratio de solvabilité confortable de 14 %.

La France a payé une quote-part élevée dans l'opération et n'obtient qu'une minorité de blocage avec 25 % du capital. Mais à 5 heures du matin à l'Elysée, Nicolas Sarkozy valide l'accord, conscient d'avoir évité le pire. ■

ANNE MICHEL

# pas de pause » dans les réformes

JUAN-LES-PINS (Alpes-Maritimes)

ENVOYÉE SPÉCIALE

La crise financière aura-t-elle des incidences sur le rythme des réformes ? « Ce serait une erreur », affirme Jean-François Copé. Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, qui réunit jeudi 2 et vendredi 3 octobre les parlementaires à Antibes, assure qu'il faut « mener à bien » les réformes concernant le Grenelle de l'environnement, la réforme de l'Etat, la santé, les retraites, les collectivités locales. Devant la presse, M. Copé a longuement insisté sur le fait qu'il « n'y aurait pas de pause ».

L'ambitieux député maire de Meaux veut au contraire profiter de la crise financière pour utiliser les nouvelles prérogatives du Parlement et affirmer son rôle de coproducteur de la loi. Deux chantiers vont être lancés à l'initiative des députés : la réforme de la formation professionnelle et le regroupement des départements et des régions. « Il faut y aller. Nous avons sur les collectivités territoriales des réserves d'économies très importantes. Nous pouvons diviser de moitié les dépenses, les moyens et les impôts », assure-t-il. Pour préparer cette réorganisation territoriale, M. Copé veut

mettre en place un groupe de travail, un peu à la manière des travaux sur l'audiovisuel public. « Nous devons être en mesure de remettre au chef de l'Etat un rapport avant la fin de l'année. C'est nous qui pilotons cette réforme », affirme-t-il. M. Copé évoque notamment la piste d'une seule entité territoriale, où les conseillers généraux deviendraient des conseillers territoriaux. Il plaide pour le report des élections régionales en 2011 au lieu de 2010.

M. Copé ne veut surtout plus jouer la carte de la polémique avec Nicolas Sarkozy, comme lors des dernières journées parlementaires. « La crise financière nous oblige à être le plus utile possible. Les députés doivent relayer le message de Nicolas Sarkozy. Il nous faut jouer l'unité à fond. » Dans les rues d'Antibes, des députés attablés dans les restaurants de la ville, notamment des villepinistes ou des libéraux, n'affichaient pas l'optimisme de leur patron, faisant la liste des erreurs du gouvernement : « Les mensonges de Christine Lagarde sur la santé de l'économie, l'erreur du bouclier fiscal, le RSA, le creusement des déficits et maintenant le Livret A. » ■

SOPHIE LANDRIN

**EXCLUSIF**

En avant-première, le tome 16 de

**LARGO WINCH**

dans

**Challenge<sup>s</sup>**

Chaque semaine à partir du 2 octobre,  
découvrez le nouvel album « LA VOIE ET LA VERTU »



France - Van Hamme © Dupuis 2008

**Spécial**

**SALAIRE  
DES CADRES  
2008**

**LES RÉMUNÉRATIONS  
DE 1000 FONCTIONS FACE À L'INFLATION**

**LES OUTILS DES ENTREPRISES  
POUR GARDER LES MEILLEURS**

# Le plan Paulson adopté par les sénateurs américains

Le sentiment d'urgence grandit aux Etats-Unis, compte tenu du reflux de l'emploi et des difficultés des administrations locales ou des entreprises

**NEW YORK**  
ENVOYÉS SPÉCIAUX  
Les sénateurs américains ont massivement approuvé, par 74 voix contre 25 (dont 9 démocrates et 16 républicains), la nouvelle mouture du « plan de sauvetage » de la finance américaine concocté par les dirigeants des Partis démocrate et républicain, mercredi soir 1<sup>er</sup> octobre.

Même si la Chambre des représentants peut encore l'amender vendredi, la plupart des analystes estiment qu'elle devrait l'adopter. Le coût de ce plan pourra s'élever jusqu'à 700 milliards de dollars (502 milliards d'euros), et éventuellement plus, comme l'a indiqué le secrétaire au Trésor.

On savait les sénateurs favorables au dispositif. Le score indique qu'ils ont voté sous influence. Celle des directions des deux partis, favorables à la nouvelle mouture qui inclut en particulier des dispositions permettant de relever le niveau de garantie pour les dépôts des épargnants à 250 000 dollars.

Celle aussi des candidats à la présidence, le démocrate Barack Obama et le républicain John McCain. Dans son intervention, M. Obama a lié le vote à l'élection du 4 novembre. « Cette loi, a-t-il indiqué, n'est pas une fin, c'est un début. Une fois adoptée, nous aurons encore beaucoup de problèmes, parce que les fondamentaux de l'économie se sont depuis trop longtemps détériorés. » L'Amérique aura besoin de plusieurs autres « paquets de stimuli » et certains investissements ne pourront être engagés immédiatement.

Invoquant les mânes de Franklin Delano Roosevelt, le président qui a surmonté la Grande Dépression des années 1930, M. Obama a cité cinq domaines qui ne « peuvent pas attendre » : la responsabilité budgétaire pour résorber la dette, la réforme fiscale pour rétablir le pouvoir d'achat de la classe moyenne, la protection-santé, le soutien à l'emploi et à l'éducation.

Enfin, les sénateurs étaient sous l'influence d'une économie qui se dégrade de jour en jour. Avant de voter, ils avaient appris que, en un an, les ventes de Ford avaient chuté de 29,5 %, celles de Chrysler de 33 %, celles de General Motors de 15,7 %.

« Je comparerais [ces chiffres] à un après-11-Septembre », déclarait George Pípas, analyste des ventes chez Ford. Dans le quotidien *USA Today*, les sénateurs avaient aussi pu lire cette déclaration de Steve Rayman, concessionnaire à Atlanta : « C'est dévastateur, notre chiffre baisse de 75 %. (...) Quand quelqu'un part, on ne le remplace plus. »

L'emploi se dégrade très vite. Les analystes pronostiquent des pertes d'emplois dépassant 100 000 en septembre, après 84 000 en août. Mercredi, General Electric (GE), « baromètre » de l'économie américaine en raison de sa taille (173 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2007) et de la diversité de ses activités, a annoncé qu'elle devait lever 15 milliards de dollars, faute de capitaux.

Le milliardaire américain Warren Buffet investira 3 milliards dans cette opération. « Moins chères sont les actions, mieux c'est », avait-il expliqué à la chaîne CNBC. Ce mytique investisseur, hostile aux « folies » de Wall Street, avait ajouté que le rejet de ce plan serait « terrible, terrible, terrible pour l'économie américaine ». Enfin, le patron des démocrates à la Chambre, Harry Reid, avait lancé une bombe : « Une compagnie d'assurance majeure est sur le point de faire faillite. »

Mais les difficultés ne concernent pas que les « gros ». Le *credit crunch* (« resserrement du crédit ») affecte massivement les PME et les administrations. Une enquête, publiée dans le *New York Times*, a détaillé combien Etat et municipalités américains sont confrontés à des difficultés croissantes.

L'Etat du Maine s'est ainsi vu refuser un prêt de 50 millions de dollars pour réparer ses autoroutes. La création d'une salle d'urgence de 227 lits dans un hôpital public du Montana a été reportée pour le même motif. La ville

de Washington a interrompu l'extension de ses deux grands aéroports.

Faute d'emprunter à des conditions intéressantes, le maire de New York, Michael Bloomberg, lance un emprunt municipal de 300 millions de dollars auprès de ses administrés pour un vaste projet scolaire. Pour les attirer, il a dû leur offrir un taux d'intérêt exceptionnellement élevé : 10,5 %.

« Il n'est pas impossible d'obtenir un crédit, mais l'entreprise comme l'épargnant doivent avoir un très bon "historique", pas de défaut de paiement, pas trop de dettes », indique la porte-parole de l'American Bankers Association (ABA).

Leur pouvoir d'achat en berne, les consommateurs dépensent moins, faute de prêts. Entre baisse de leur chiffre d'affaires et manque de liquidités, petites entreprises, boutiques indépendantes ou franchises sont prises en étau.

Le *Wall Street Journal* rapportait, lundi, les difficultés de plusieurs restaurants McDonald's avec leur créancier, Bank of America. La société a immédiatement réagi : ses franchisés « n'ont PAS de problèmes pour trouver des financements ». Mais chez Domino's Pizza, une autre chaîne de restauration rapide, on admet que « c'est bien plus dur pour les franchises d'obtenir des crédits, tout le monde est touché ».

Pour éviter des faillites en chaîne, la National Small Business Association (NSBA), l'association de défense des petites entreprises, demande depuis plusieurs semaines que la Réserve fédérale (Fed) garantisse les emprunts des PME à hauteur de 85 %. « En août, 67 % des entrepreneurs indiquaient que l'assèchement du crédit avait affecté leurs activités », indique sa porte-parole, Molly Brogan. Un petit entrepreneur sur cinq a dû hypothéquer son propre logement pour obtenir un crédit.

Après le vote du Sénat, l'économiste de Princeton Paul Krugman pronostiquait, sur la chaîne MSNBC, que, dès l'entrée d'un nouveau président à la Maison Blanche, un nouveau plan serait à l'ordre du jour, car « tout le système économique devra être modifié ». ■

SYLVAIN CYPEL ET CLAIRE GATINOIS

## Trois précédentes crises bancaires, les mesures prises et leur coût

**1986-1995**  
Crise des caisses d'épargne américaines 

### Les causes

Mauvaise gestion, taux d'intérêt élevés

### Les actions gouvernementales

Pour sauver 750 petites caisses d'épargne, dont la moitié ont fait faillite :

- Garantie des dépôts des caisses pour restaurer la confiance
- Vente ou fermeture des caisses les plus insolubles et remboursement des déposants
- Rachat des créances douteuses revendues ensuite aux enchères
- Gel des autres actifs et fixation de leur prix

### Les coûts du sauvetage

**160 milliards de dollars**, (3,7 % du PIB). Sur ce coût, 78 % (125 milliards de dollars) ont été payés par l'Etat

### Les personnages-clés



**Paul VOLCKER**  
Président de la Réserve fédérale de 1979 à 1987



**Bo LUNDGREN**  
Ministre (conservateur) des finances de l'époque



**Keizo OBUCHI**  
Premier ministre japonais, de juillet 1998 à avril 2000 (libéral-démocrate)

**1991-1993**  
Crise suédoise 

Eclatement d'une bulle immobilière

**1991** Le gouvernement aide les banques au coup par coup sans résoudre la crise

**1992** Garantie de tous les crédits bancaires pour restaurer la confiance ; injection de capitaux dans certaines banques (à charge pour elles d'investir autant que l'Etat), prise de contrôle des autres

**1993** L'agence Securum reprend les crédits douteux des banques et les gère

**1993 65 milliards de couronnes** (près de 4 % du PIB)

**1997** Réduction de moitié du coût par ventes d'actifs

**2008** Ardoise effacée

**1998-2001**  
Crise japonaise 

Marasme économique, bulle immobilière

• Gestion des actifs des banques au seuil de la faillite, dont deux sont nationalisées (LTCB et Nippon Credit Bank)

• Recapitalisation des autres banques en fonction de leur situation, reprise des crédits douteux pour relancer l'économie, revente des actifs au privé

• Fusions, rapprochements de banques ou reventes

**1996 60 000 milliards de yens** (environ 500 milliards de dollars), soit 12 % du PIB

**2007 70 %** de l'ardoise effacée par ventes d'actifs

### LES PRINCIPALES MESURES DU PLAN DE SAUVETAGE

#### Achat aux banques par le Trésor d'actifs « toxiques »

jusqu'à 700 milliards de dollars (250 accordés immédiatement, 350 milliards à la demande du président, 100 milliards sur vote du Congrès). En échange, l'Etat prend part au capital et aux profits des sociétés concernées.

**Limitation des rémunérations des dirigeants** bénéficiaires du plan, interdiction des parachutes dorés.

**Révision par l'Etat des conditions des prêts** hypothécaires accordés aux emprunteurs en difficulté.

#### Hausse du plafond de la garantie des dépôts bancaires

porté de 100 000 à 250 000 dollars pour un an (nouvelle mesure).

**Crédits d'impôts** pour la classe moyenne et aux entreprises (nouvelle mesure).

**Calendrier.** Plan applicable jusqu'au 31 décembre 2009 ; prolongation éventuelle de deux ans. Le plan est supervisé par un conseil surveillance où figurent le président de la Réserve fédérale, le secrétaire au Trésor et le président de la SEC, le régulateur boursier.

### Une « adoption » prématurée

Le Monde a fait preuve de précipitation en annonçant « l'adoption du plan Paulson » en sous-titre de « une » et en titre de page 13, dans notre édition datée 30 septembre, « bouclée » lundi matin 29 septembre. Ce plan avait bien été adopté le 28 septembre par les chefs de file républicains et démocrates du Congrès, mais la formulation retenue laissait entendre que le Congrès tout entier s'était prononcé en sa faveur, alors que la Chambre des représentants allait, au contraire, le repousser lundi soir.

